

## Mens sana in corpore sano

**P**arfois, des changements fondamentaux de politiques publiques se manifestent sous des formes carrément anecdotiques. Ainsi l'apparition, au bas des écrans télévisés lors du défilement de spots publicitaires, d'un bref message écrit "pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour - [www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr)" signale tout bonnement un changement d'époque en matière de santé publique.

Nous venons de vivre deux décennies de lutte contre le tabagisme. La loi Evin de 1991 et le décret du 15 novembre 2006 marquent les dates emblématiques de cette campagne. Rien n'est jamais acquis, mais les résultats actuels décrivent une tendance satisfaisante qui devrait s'accroître avec l'interdiction définitive, au 1<sup>er</sup> Janvier 2008, de fumer dans les lieux publics encore dérogatoires à ce jour (bars-hôtels - restaurants - casinos - discothèques).

Aujourd'hui, d'autres tendances inquiètent les pouvoirs publics, celles notamment qui projettent que 25% de la population adulte pourrait souffrir d'obésité dans l'avenir si la prévalence observée aujourd'hui chez les enfants de moins de 10 ans se maintient. A l'heure actuelle, 15 % des enfants sont dépistés comme obèses ; ce chiffre a doublé en 10 ans et le risque de persistance de l'obésité à l'âge adulte est très élevé.

Un enfant obèse a de fortes chances de se transformer en adulte malade et le coût des pathologies dérivées risque de déséquilibrer les budgets sociaux comme en témoignent certains constats actuels aux USA.

### ***Quelle est la situation dans les établissements scolaires du second degré ?***

Depuis la loi du 13 août 2004 la compétence générale de restauration appartient aux collectivités territoriales : dire que ces collectivités se sont précipitées sur cette nouvelle mission serait mentir. A leur décharge il faut préciser que la restauration scolaire est un dossier lourd et complexe, qu'elles ont hérité de situations très hétérogènes, qu'elles ne maîtrisent pas, inexpliquablement, la dimension sociale du secteur, puisque les bourses et les aides restent distribuées par l'Etat.

Les collèges et lycées peuvent s'appuyer sur un corpus réglementaire conséquent : la circulaire ministérielle du 25 juin 2001, les PNNS (plan national nutrition santé) et les recommandations des GEMRCN (groupe d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition).

Là aussi, on peut constater que les gestionnaires d'établissement possèdent une bonne marge de progression : difficultés matérielles, gestion du temps, éparpillement des tâches ne leur permettent pas d'apporter toute la contribution nécessaire à ces enjeux majeurs.

Le rapport de l'AFSSA, dont nous publions une synthèse sous la plume avisée de Paul Savry, n'est pas alarmant, il est néanmoins inquiétant ; l'objectif de qualité sanitaire de la restauration étant aujourd'hui réalisé grâce à la mise en œuvre des procédures HACCP (par le travail des gestionnaires et leurs équipes), il nous incombe d'atteindre maintenant l'objectif de qualité nutritionnelle.

La santé des enfants et adolescents qui nous sont confiés est à la hauteur du professionnalisme que les intendants sont capables d'affirmer.

**Roland Delon**